

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 juin 2026

PROTECTION DES ENFANTS - (N° 2841)

Rejeté

N° CS294

AMENDEMENT

présenté par

Mme Blanc, M. Chudeau, M. Dessigny, M. Fouquart, M. Gabarron, Mme Hamelet,
Mme Levavasseur, M. Lioret, Mme Loir, M. David Magnier, Mme Ménaché, Mme Parmentier,
Mme Rimbert, Mme Roullaud et M. Tomatis

ARTICLE 2

Compléter l'alinéa 24 par les mots :

« et faisant obstacle à toute perspective d'un retour au domicile parental ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à préciser les conditions dans lesquelles l'adoption simple peut être prononcée par le tribunal, en dépit du refus des parents, pour un enfant confié depuis plus d'un an à l'aide sociale à l'enfance.

L'adoption simple ne doit pouvoir être prononcée dans une telle hypothèse que lorsqu'il est avéré que toute perspective d'un retour de l'enfant au domicile parental est illusoire. En effet, si le projet de loi retient le critère de difficultés relationnelles et éducatives graves, sévères et chroniques affectant durablement les compétences des parents dans l'exercice de leur responsabilité parentale, il importe également de s'assurer que ces difficultés font effectivement obstacle à toute perspective d'un retour au domicile parental.

À défaut, l'existence de difficultés parentales, même particulièrement importantes, pourrait conduire à écarter le refus des parents alors qu'une évolution favorable de leur situation demeure encore envisageable. Or l'adoption simple prononcée malgré le refus des parents constitue une mesure exceptionnelle dont les conséquences sur la situation de l'enfant et sur l'exercice de l'autorité parentale sont durables. Elle ne doit donc intervenir que lorsqu'il est établi que les difficultés rencontrées par les parents sont telles qu'elles rendent définitivement impossible tout retour de l'enfant au domicile parental.

Cet amendement précise à cette fin le critère tiré des « difficultés relationnelles et éducatives graves, sévères et chroniques » affectant durablement les compétences des parents dans l'exercice

de leur responsabilité parentale. Il tend ainsi à mieux caractériser les situations dans lesquelles le tribunal peut prononcer une adoption simple malgré le refus des parents, tout en préservant l'équilibre recherché par le projet de loi entre le respect de l'autorité parentale et la nécessité d'assurer à l'enfant une stabilité affective et éducative durable.